

Le train CASTOR et son contexte...

CONTEXTE DU TRAIN CASTOR

ENTRE LE NORD COTENTIN (FRANCE) ET LE WENDLAND (ALLEMAGNE)

Plus de six mois après Fukushima, chacun sent bien que tout menace de se passer comme après Tchernobyl : les nucléocrates font le gros dos le temps que l'émotion passe, et la normalité nucléaire se réinstalle comme avant, comme si de rien n'était, avec quelques grammes de désespoir en plus dans l'âme de ceux qui la subissent. La seule chose qui soit à même de faire échec à ce scénario désastreux, c'est une de ces grandes journées de lutte dont le mouvement anti-nucléaire a su ponctuer l'histoire. D'où l'initiative de Valognes : bloquer en masse le train Castor à son point de départ, ce n'est pas seulement bloquer un train, c'est s'attaquer à la filière nucléaire dans son ensemble, et ce à son endroit le plus vulnérable : le transport de déchets. Il s'agit d'éprouver collectivement que l'on peut quelque chose contre la sorte de fatalité invisible mais omniprésente que le nucléaire voudrait représenter. Si les Allemands, par leur nombre et leur détermination, ont su imposer la sortie du nucléaire à leur gouvernement, il ne tient qu'à nous d'en imposer la sortie immédiate dans le pays le plus nucléarisé au monde. C'est une question de rapport de force et de stratégie. Et en fait de rapport de force, il faut bien commencer quelque part, par exemple à Valognes. En ce sens, l'initiative de Valognes ne se veut pas un simple coup d'éclat, mais une étape pour reprendre la lutte contre le nucléaire sur de nouvelles bases, sur les bases posées par Fukushima. Quant à la nécessité de la lutte contre le nucléaire en général, il suffit de mesurer à quel point cette industrie constitue un verrou définitif à tout changement même minime des rapports sociaux, une hypothèque sur tout futur imaginable, pour s'en convaincre.

I – LE TRAIN CASTOR

Le transport de déchets radioactifs CASTOR (CAsk for Storage and Transport Of Radioactive material) part de l'usine de retraitement de La Hague d'où il emprunte, convoyé par des camions spéciaux nommés « mille-pattes », des départementales sillonnant la campagne du Cotentin puis une nationale à quatre voies. Il arrive ainsi à Valognes où se trouve, au niveau de la zone d'Armanville, un centre barbelé d'Areva en bord des voies ferrées, à quelques centaines de mètres de la gare. C'est là que, dans les jours qui précèdent le départ du train CASTOR proprement dit, le chargement des mille-pattes successifs se voit transféré dans les wagons du convoi qui partira le 24 novembre de la gare de Valognes. D'où l'importance du camp et d'être sur place avant le 24 au cas extraordinaire où le convoi partirait avant l'heure annoncée afin d'éviter d'être bloqué.

Traditionnellement se tient à la gare, au départ du train, un rassemblement symbolique de protestation qui n'a depuis bien longtemps pas tenté de gagner les voies. Le train CASTOR n'a, jusqu'à Caen, aucun itinéraire de contournement ferroviaire possible, il est forcé d'employer la seule ligne existante. Il traverse ensuite tout le Nord et l'Est de la France puis toute l'Allemagne pour finir à la gare de Dannenberg, d'où il est à nouveau transféré sur des camions spéciaux jusqu'au centre de stockage intermédiaire de Gorleben. Depuis le premier transport en 1995, le comité d'accueil entre Lüneburg et Gorleben visant à le bloquer ou à tout le moins à le retarder est gros de plusieurs dizaines de milliers de personnes. L'année dernière, suite à la tentative de Merkel de revenir sur la décision, par la suite confirmée, de sortir du nucléaire, il était formé de près de 50 000

personnes. Sur place, les tendances politiques qui partout ailleurs se déchirent parviennent assez miraculeusement à s'organiser ensemble. Les pacifistes demandent aux autonomes d'«occuper» les flics à tel endroit de la forêt afin de pouvoir envahir les voies un peu plus loin. Les paysans bloquent les routes avec leurs tracteurs. Les activistes de Greenpeace camouflent dans des camions de livraison de bière un dispositif permettant de s'enchaîner à la route. Les batailles rangées de militants cagoulés contre les flics à cheval jouxent les occupations de voies qui procèdent à l'expulsion du ballast (déballastage) voire à l'enlèvement pur et simple des rails. Toutes les formes d'actions convergent dans un même but : retarder CASTOR, jusqu'au sabotage de lignes normales par des crochets ou des incendies de câbles, à l'abattage d'arbres sur les voies empruntées par le convoi ou la destruction par le feu des logements provisoires réservés aux 30 000 policiers mobilisés pour l'occasion.

L'alchimie particulière liée à la lutte contre CASTOR dans le Wendland est évidemment le produit d'une histoire. Cette histoire remonte au 31 mars 1979 quand plusieurs centaines de paysans du Wendland se rendent en tracteur à Hannovre pour protester, au milieu de 100 000 autres personnes, contre une commission qui vise à « étudier » l'opportunité de stocker des déchets nucléaires dans les anciennes mines de sel de Gorleben. Sur place, en mai 1980, un village permanent de huttes est établi où plus de 2000 opposants au nucléaire proclament la Libre République du Wendland, avant d'être rasé et anéanti en juin par des flics déchaînés, mettant ainsi fin à la fois à une phase du mouvement, mais surtout à ses illusions de non-violence. Festivals et manifestations contre le chantier du centre de stockage mêlant habitants et autonomes se succèdent tissant une solidarité et une compréhension mutuelle, par-delà les idées reçues et les identités établies. En outre, et comme cela était prévisible, de nombreux militants finissent par venir s'installer dans les années 80 dans le Wendland, nourrissant le terreau local de résistance. Cette région avait été choisie par le gouvernement allemand parce qu'elle se trouvait dans une sorte de no man's land à la frontière de l'ancienne RDA, à l'ombre du Mur, et qu'elle n'était pas connue pour être particulièrement rebelle. Voilà qu'elle est devenue avec le temps la principale école politique extra-parlementaire en Allemagne après le mouvement étudiant.

Après une pause de quelques années, c'est justement le premier transport CASTOR qui relance, en 1995, le mouvement anti-nucléaire dans le Wendland. Le second a lieu en mai 1996, le troisième en mars 1997, le quatrième en mars 2001, puis un autre en novembre 2001, et ainsi de suite. D'année en année, avec des hauts et des bas, se confirme l'intelligence du mouvement, sa capacité à tenir ensemble toutes les formes d'action, à rendre la sécurisation du transport plus chère que le transport lui-même, à inventer chaque année des méthodes et des cibles nouvelles, auxquelles les flics n'avaient pas pensé. Dans la seule année 1996, il a, par exemple, été posé plus d'une centaine de crochets sur les caténaires allemandes – pas sur celles du CASTOR, bien entendu, celui-ci ayant sa propre locomotive autonome.

En France, ce qui est notable, concernant CASTOR, c'est plutôt le petit nombre de ceux qui se sont intéressés à la question dans toutes ces années, et conséquemment la brutalité de la réponse policière contre ceux qui se sont avisés, ou sont suspectés de s'être avisés, d'agir contre CASTOR. L'année dernière est au reste la première année où les médias français ont rendu compte presque heure par heure de la progression de ce convoi et des formes d'empêchement qu'il rencontrait. En 2004, Sébastien Briat a ainsi été écrasé par CASTOR à son passage, suite à une conjonction de dysfonctionnements, sans que l'on s'en émeuve plus que cela. En novembre 2008, la décision d'étendre à la France le champ d'action des crochets a donné l'occasion de la spectaculaire rafle

antiterroriste « de Tarnac », la police occultant opportunément le communiqué allemand revendiquant l'action, dont elle disposait pourtant, et ce afin de travestir cette action en tentative gratuite de « faire dérailler les TGV ». En novembre 2010, trois des cinq personnes du GANVA (Groupe d'Action Non-Violente Anti-nucléaire) qui s'étaient accrochées aux voies afin de le bloquer aux alentours de Caen se voient volontairement trancher les tendons et brûler la main à la meuleuse par le flic chargé de les débloquer et une personne subit un choc post traumatique grave. Tirer les leçons de tout cela amène à ces conclusions : 1 - seule une action de masse, combinée avec d'autres types d'action, peut changer la donne contre CASTOR ; 2 – CASTOR, et le transport en général (une série de dix trains de déchets partant de Hollande vers La Hague, et qui passent innocemment par les voies RER de la région parisienne, a commencé cette année et doit s'étaler jusqu'à fin 2013), est bien le maillon faible de la filière nucléaire, et le point de force du mouvement anti-nucléaire pris à l'échelle européenne ; 3- cette année plus que jamais, il y a la possibilité d'agir à nombreux et de manière résolue à cet endroit, du fait de la prise de conscience engendrée par Fukushima. Hic Rhodus, hic salta !

2 – LE COTENTIN ET LA QUESTION DES DÉCHETS NUCLÉAIRES.

Les raisons qui ont amené le lobby nucléaire à jeter son dévolu sur le nord de la presqu'île du Cotentin sont nombreuses. Cherbourg, avec son arsenal, est historiquement le premier port militaire français ; il remonte au XVIIIème siècle. La construction navale pour le compte des armées est depuis lors, presque continûment, le principal employeur local, et ce jusqu'aux sous-marins nucléaires Agosta vendus au Pakistan. C'est en outre une région où vit, hors des villes, une paysannerie relativement pauvre et clairsemée sur une terre de bocage difficile à travailler. Ce n'est enfin pas un endroit où l'on passe. L'isolement territorial du Cotentin en général et plus encore du confin où a été installée l'usine de La Hague devait garantir à l'Etat qu'il y aurait peu de résistance à l'installation d'une usine de retraitement de déchets nucléaires. On pouvait tranquillement relâcher là dans les airs ou dans la mer proche, animée de forts courants, les effluents radioactifs coutumiers (le tritium principalement ou le krypton 85), même si ces émanations se répandent ensuite dans la totalité des mers et dans toute l'Europe. Le risque d'un accident majeur se laissait plus facilement oublier là, dans cette lointaine presqu'île peu peuplée et soumise depuis des siècles à l'emprise des armées.

La première usine de retraitement française de combustible nucléaire usagé est celle de Marcoule, construite en 1958. La Hague vient la doubler en 1966, pour pouvoir pallier à toute défaillance de Marcoule. Les usines de retraitement ont alors pour unique fonction d'extraire des combustibles usés le plutonium nécessaire à la construction des bombes atomiques françaises. Mais dès 1969, les stocks de plutonium de l'armée sont jugés suffisants, c'est donc vers le retraitement des déchets civils que s'oriente La Hague, orientation que viendra justifier par le programme nucléaire national lancé dans les années 1970. L'usine passe alors des mains du Commissariat à l'Energie Atomique à son émanation, la Cogema. La première mobilisation antinucléaire d'ampleur a lieu dans la région en 1978 contre la future centrale nucléaire de Flamanville. C'est l'arrivée dans le port de Cherbourg des premiers combustibles étrangers (en provenance du Japon) qui rappellera l'existence de l'« usine atomique », en janvier 1979. Les grues du port sont alors occupées, de grandes manifestations réunissent 8 à 10 000 personnes dans les rues cherbourgeoises. En 1980, l'usine frôle un accident majeur dû à l'incendie d'un transformateur électrique, sans que rien n'en filtre. Depuis

quinze ans, la bataille entre les anti-nucléaires locaux et la Cogema devenue Areva se concentre autour de la contamination de l'environnement par les rejets autorisés légalement, dont les seuils n'ont cessé d'augmenter au fil des années, et ce notamment au niveau du tuyau de 5 km de long qui court de l'usine aux fonds marins. Les autorisations de rejets annuels de La Hague pour le tritium sont de 18500 TBq (18500 milliers de milliards de Becquerels) pour les rejets liquides et de 150 TBq en ce qui concerne ses rejets gazeux. Si l'on compare avec d'autres installations, on constate que ses rejets liquides en tritium sont 200 fois plus importants que ceux produits par les deux réacteurs de la centrale de Flamanville, soit environ plus de 10 fois l'ensemble des rejets liquides du parc électronucléaire français. Les rejets gazeux des usines de retraitement sont, quant à eux, 30 fois plus importants que ceux de Flamanville, soit approximativement équivalents à l'ensemble des rejets des 58 réacteurs français. Selon Greenpeace, l'usine de la Hague est l'une des installations nucléaires les plus polluantes au monde, elle qui rejette dans la Manche 230 000 m³ d'effluents par an ; dans l'atmosphère, des concentrations de krypton 85 de 90 000 Bq/m³ ont été relevées aux abords de l'usine, alors que le rayonnement naturel est de 1 à 2 Bq/m³ dans l'air. Le site de La Hague contient aussi le Centre de Stockage de la Manche (CSM), exploité par l'ANDRA, qui jouxte l'usine AREVA. Il s'agit du premier centre de stockage de déchets radioactifs de faible et moyenne activité en France. Il n'a obtenu que tardivement une autorisation de rejet (arrêté du 10 janvier 2003), alors que, depuis son ouverture (en 1969), du tritium a été régulièrement relâché dans l'environnement. Ce centre est plein depuis 1994, mais réclame une surveillance pour encore 300 ans. C'est dans ce contexte qu'a aussi été lancé le chantier de l'EPR de Flamanville où doivent partir les funestes lignes Très Haute Tension (THT). L'EPR est la dernière fuite en avant lancée par l'industrie nucléaire, qui essaie, en lançant une troisième génération de réacteurs, de forcer l'horizon de 2050 où tout le parc nucléaire français sera périmé, au cas où certains seraient tentés de « sortir du nucléaire ». C'est la dernière, à condition de ne pas prendre au sérieux la volonté proclamée d'EDF et Areva de relancer la chimérique industrie de la surgénération après l'échec abyssal de Super-Phénix. THT, EPR, La Hague et ses transports de déchets : c'est dans la Manche que se concentrent bon nombre des enjeux présents liés au nucléaire.

Depuis soixante ans que l'on exploite l'énergie nucléaire, aucune solution n'a à ce jour été trouvée au problème des déchets qu'elle produit. Dans *Les nucléocrates* de Philippe Simonnot, un responsable français déclarait, concernant les déchets : « Quand quelque chose pose un problème, on trouve une solution un beau matin. Si dans cinquante ans on n'a pas trouvé de solution, on fera un paquet de ces déchets, on les mettra quelque part, et on arrêtera le nucléaire ; on aura vécu cinquante ans ! » C'était en 1978. Comme on le sait, le « retraitement du combustible nucléaire usagé » a été initié à la seule fin militaire de produire du plutonium ; une fois le plutonium produit, le retraitement est ensuite devenu un artifice visant à accréditer l'illusion que l'on saurait que faire des déchets. Dans les faits, le plus grand nombre des pays nucléarisés du monde ne prennent pas la peine de recourir à cet artifice et ne retraitent tout simplement pas leur combustible usagé. Ils se contentent de les classer d'après l'intensité et la durée de leur nocivité et de les stocker de diverses manières, des piscines aux couches géologiques profondes, au gré de leur radioactivité décroissante. Si bien qu'il n'y a actuellement en Europe que deux usines de retraitement de déchets, celle de Windscale en Grande-Bretagne renommée Sellafield suite à l'accident bien connu de 1957, et sa cousine française de La Hague. Il est assez logique que le pays le plus nucléarisé du monde tienne absolument à pouvoir présenter le nucléaire comme une énergie potentiellement propre. C'est au reste ainsi que l'on présentait les choses aux habitants du Nord-Cotentin jusque dans les années 80 pour expliquer ce que l'on fabriquait à La Hague : La Hague était censé être à l'uranium ce que la blanchisserie était aux vêtements.

En réalité, l'usine de La Hague se contente d'extraire de chaque tonne de combustible irradié 10 kg de plutonium qui serviront éventuellement à produire le MOX dont on a vu à Fukushima les éclatantes vertus. Longtemps l'obstination des nucléocrates dans la surgénération s'expliquait par le besoin de faire quelque chose des stocks de plutonium produits par le retraitement. La surgénération venait ainsi justifier le retraitement, et Creys-Malville La Hague. Si bien que l'abandon de Creys-Malville aurait logiquement dû signifier l'arrêt de La Hague, mais dans sa folle obstination ce lobby préfère à cela conserver La Hague et relancer une nouvelle filière, appelée Astrid, de surgénérateurs. En outre, on extrait de chaque tonne de combustible usagé 40 kg de « déchets ultimes » contenant notamment tous les actinides ultra-radioactifs produits par la réaction nucléaire, et dont la vocation est d'être enfouie pour 100 000 à un million d'années, selon la longueur de leur demi-vie, à Bure en Moselle, par exemple. Les 950 kg restants constituent de l'uranium de retraitement, stocké à toutes fins utiles, au cas où on lui trouverait un jour un usage. A noter qu'une partie notable de ces 950 kg finit simplement à Tomsk-7 en Sibérie, à l'air libre, où paraît-il on aurait l'intention de le réenrichir. Si bien que pour finir, seuls 10 % environ des déchets radioactifs sont effectivement recyclés, et au prix d'une contamination continue de l'environnement par le tritium et autres effluents radioactifs, ou simplement chimiques, que produit La Hague à l'année. Si Areva peut soutenir qu'elle recycle 96% de son combustible, c'est au seul prix d'une entourloupe comptable qui consiste à ne pas classer l'uranium de retraitement dont on ne sait que faire dans la catégorie déchets, mais dans celle de « ressource stratégique », pour le jour de 2040 où les nouveaux surgénérateurs à neutron rapide permettront à coup sûr de les « valoriser ». On comprend dans ces conditions que la France soit le seul pays au monde à persister dans la voie du retraitement, ce dont elle s'enorgueillit en se proclamant la première dans ce secteur : peut-être devrait-elle plutôt s'inquiéter d'être la seule, désormais. Comme elle pourrait bien finir par rester seule avec son inégalable fleuron nucléaire.

Sources d'informations diverses :

Information générale sur le nucléaire :

<http://www.dissident-media.org>

<http://atomicsarchives.chez.com>

<http://resosol.org/Gazette/>

Nucléaire, c'est par où la sortie ?, Les dossiers du Canard enchaîné, en kiosque.

Sur La Hague :

Françoise Zonabend, La presque île au nucléaire, Odile Jacob

Ultimatom, documentaire de Laurent Tabet

(<http://laurent.tabet.free.fr/ultimatom.html>)

Sur les déchets :

- Déchets, le cauchemar du nucléaire, documentaire réalisé par Laure Noualhat et Eric Guéret pour Arte, sur Youtube ou en RealVideo sur www.dissident-media.org.

Trois vidéos (français/allemand) sur CASTOR et son blocage :

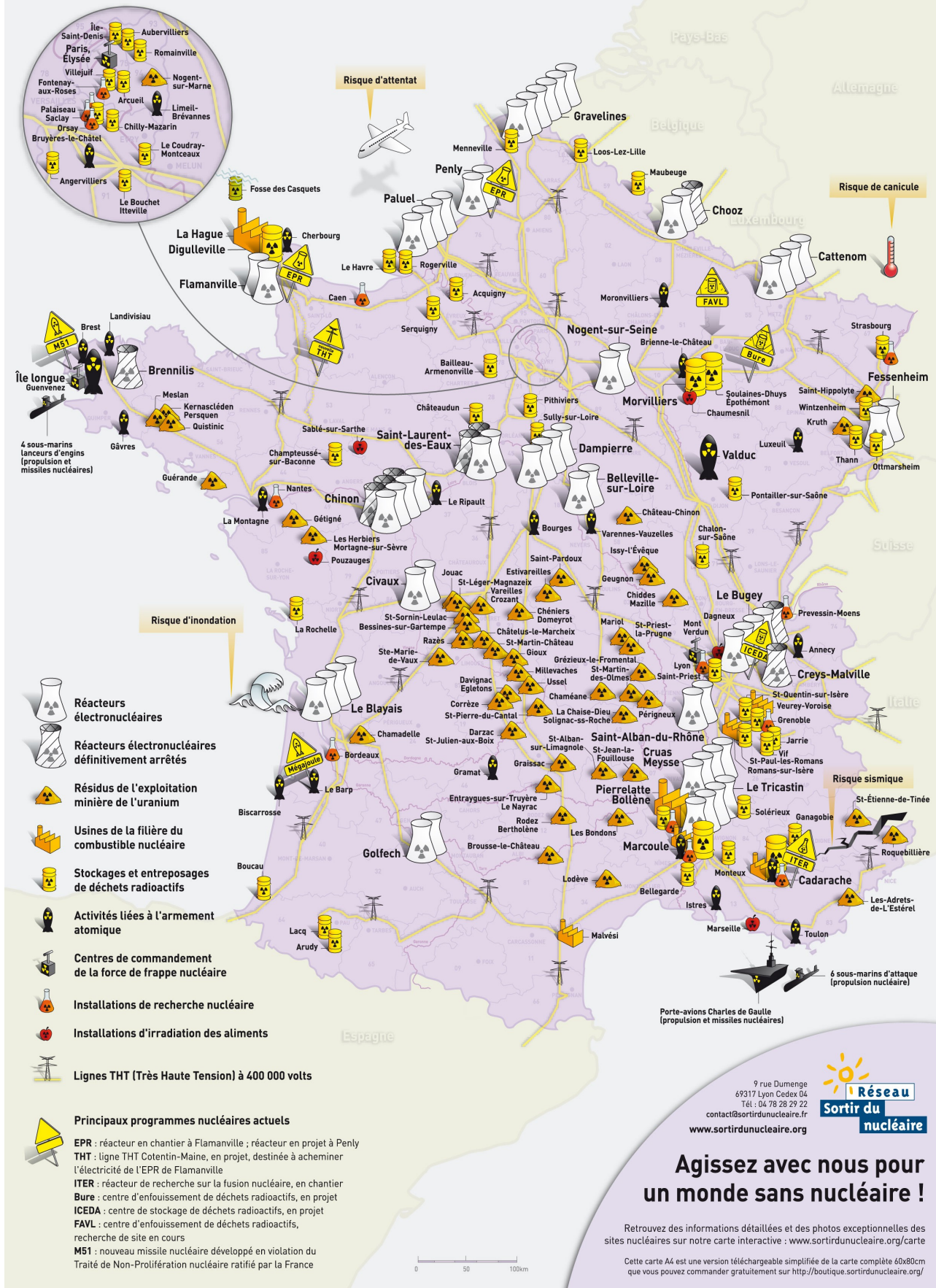
<http://www.youtube.com/watch?v=vktrmnaORec>

<http://www.youtube.com/watch?v=S9KvIP40MQs>

<http://www.youtube.com/watch?v=tY2pCrasq68>

Quelques
cartes
utiles

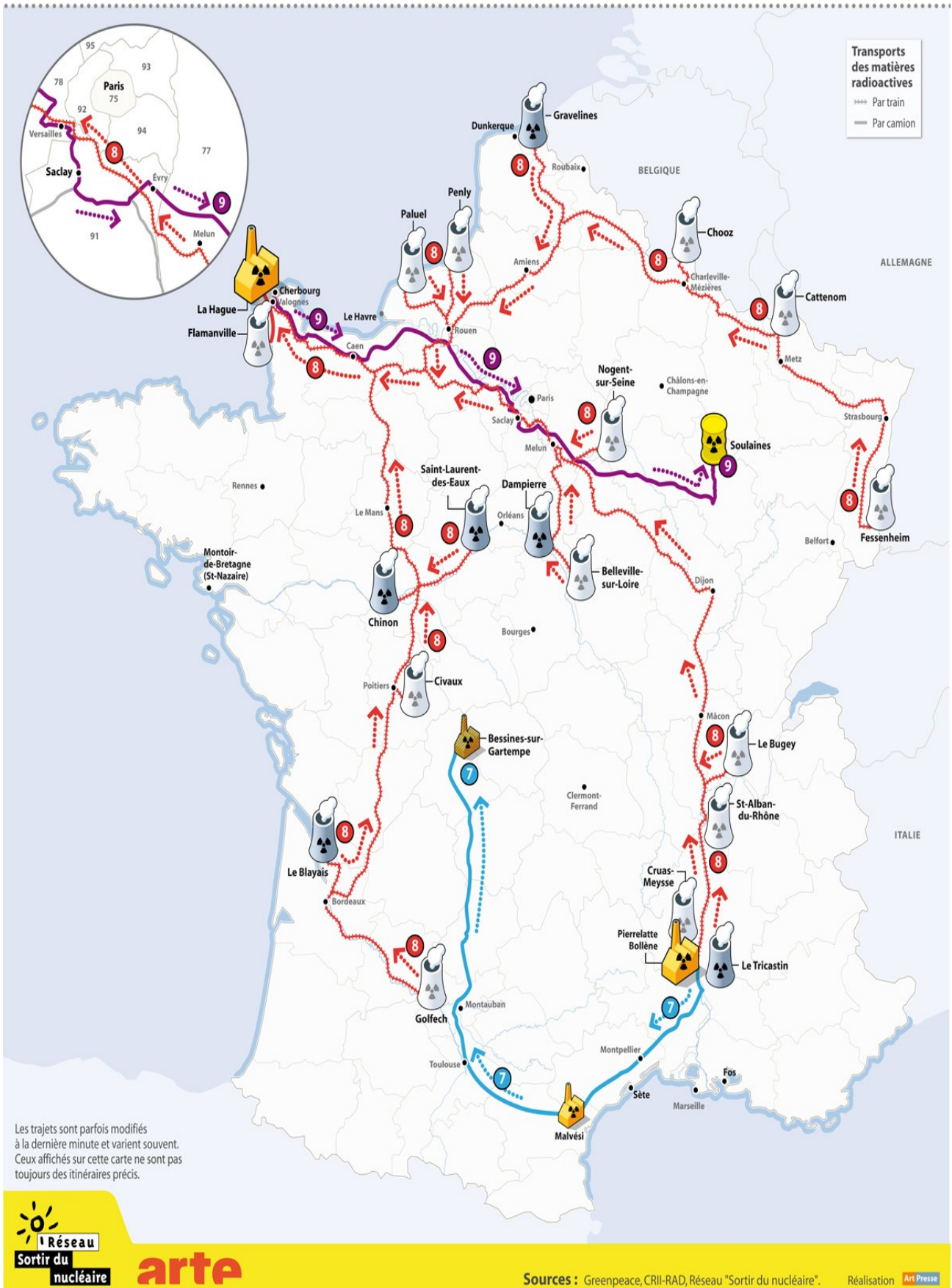
NUCLÉAIRE : DANGER PERMANENT



7 Par camion au centre de stockage de Bessines : uranium appauvri pour stockage définitif.

8 Par train* à La Hague : combustibles usés issus des réacteurs pour retraitement (*sauf Flamanville : par camion).

9 Par camion au centre de stockage de l'Aube (Soulaines) : déchets de faible et moyenne activité à vie courte.



Transports des matières radioactives
 - - - Par train
 — Par camion

Les trajets sont parfois modifiés à la dernière minute et varient souvent. Ceux affichés sur cette carte ne sont pas toujours des itinéraires précis.

15 Par train d'Allemagne, de Belgique et d'Italie à La Hague : déchets des centrales allemandes et belges et italiennes.

16 Par train de La Hague à Gorleben (Allemagne), Mol (Belgique) et Italie : déchets vitrifiés hautement radioactifs.



Articles intéressants (le Canard Enchaîné)

VII.
LE NUCLÉAIRE,
C'EST BON POUR
L'ENVIRONNEMENT ?



TOUS les quatorze mois en moyenne, chaque réacteur nucléaire est vidé d'un quart de son combustible. Très fortement radioactif, celui-ci est immergé dans une « piscine de désactivation » d'une profondeur de 9 mètres (l'eau stoppe les rayonnements), où il reste environ deux ans, le temps qu'il refroidisse et que sa radioactivité décroisse. Au bout d'un mois, la radioactivité globale est environ 10 fois moins élevée qu'à la sortie du réacteur. Mais les produits de fission inextricablement mêlés (une centaine) ont des comportements, des durées de vie et des degrés de dangerosité très divers...

En plus de ces combustibles usés, il y a tous les déchets nucléaires provenant des réacteurs fermés et en démantèlement. Au total, plus de 1 million de mètres cubes de rebuts indésirables traînent sur le territoire français.

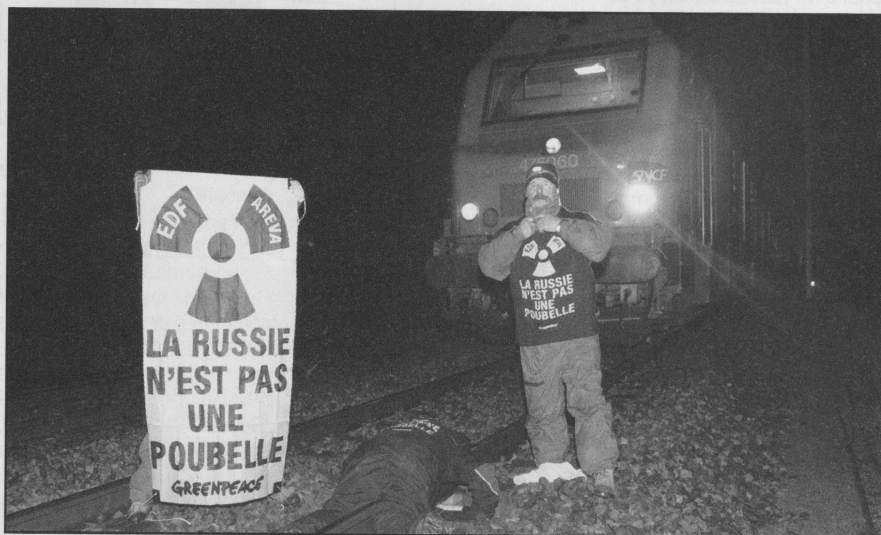
Le problème, c'est qu'on ne sait pas quoi en faire et que ça coûte une fortune. Donc on les déplace d'un endroit à l'autre. Et avant on les trie, ce qui n'est pas une mince affaire. L'Andra (Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs) les a classés en fonction de leur niveau de radioactivité.

Parmi les déchets de très faible activité (TFA) se trouvent les matériaux provenant du démantèlement de sites nucléaires : ferrailles, gravats, béton... Peu radioactifs, mais d'une durée de vie très longue pour certains, ils sont entas-

Déchets

Poubelle la vie !

Chaque année, les 58 réacteurs nucléaires français produisent 1 200 tonnes de combustible irradié.



On traite les déchets, mais on les exporte aussi.

sés dans le centre de stockage de Morvilliers, dans l'Aube.

Les déchets de faible et moyenne activité à vie courte (FMA-VC), d'une longévité allant de quelques milliers à quelques centaines de milliers d'années, ont une radioactivité pouvant durer jusqu'à trois cents ans ! Deux tiers d'entre eux croupissent sur le vieux site de Digulleville, dans la Manche, et un tiers à Soulaines, dans l'Aube. En 2008, ils occupaient près de 800 000 mètres cubes. L'Andra prévoit le doublement de ce volume au cours des vingt prochaines années. Ce sont des déchets technologiques (gants, combinaisons, outils, etc.) qui ont été contaminés par contact avec des matières radioactives.

Les déchets de faible activité à vie longue (FA-VL), dont la dangerosité perdure de quelques milliers à quelques centaines de milliers d'années, sont issus de productions anciennes, comme les objets radioactifs fabriqués dans l'entre-deux-guerres : fontaines au radium, montres, paratonnerres, détecteurs d'incendie... Dans cette catégorie, on range aussi les déchets issus de l'exploitation des terres rares, nécessaires à la fabrication des objets de haute technologie (téléphones portables, iPad, etc.), ainsi que les « radifères » et les « graphites ». Les premiers proviennent de l'utilisation de minerais légèrement radioactifs, les seconds sont issus de la première génération de cen-

trales nucléaires, aujourd'hui arrêtées et en cours de démantèlement. Il n'existe pas de solution pour ces déchets, stockés sur leur lieu de production. Malgré une consultation ouverte à 3 000 communes pour trouver le lieu idéal pour l'accueil d'un centre de stockage, personne n'en veut ! Ni Areva ni l'Andra ne démentent. Michel Dutzer, adjoint du directeur industriel de l'Andra, en perd même son latin : « Dans ce dossier, il y a eu un blocage violent des équipes municipales. On a bien mené une réflexion pour apaiser les esprits, mais les maires se laissent influencer par l'idéologie des mouvements antinucléaires ! Pourtant, qu'on soit pour ou contre, il faut trouver

une solution. » C'est ce qui s'appelle avoir l'embarras du choix...

Les déchets de moyenne activité à vie longue (MA-VL) restent dangereux pendant des centaines de milliers d'années, voire des millions. Ils sont le résultat des opérations de traitement des combustibles utilisés dans les réacteurs. Leur niveau de radioactivité et leur longue durée de vie les destinent à un enfouissement définitif à Bure, dans la Meuse, à 500 mètres sous terre. Dans l'hypothèse où la construction de ce site serait confirmée – aux alentours de 2015 –, les

Les déchets de haute activité sont dangereux des millions d'années

opérations d'enfouissement dureraient jusqu'en 2125. En attendant, ils sont entreposés à côté des usines de traitement, à la Hague et à Marcoule. En 2008, il y en avait plus de 40 000 mètres cubes. On en dénombre 10 000 de plus dans vingt ans...

Les déchets de haute activité (HA), même s'ils représentent un faible volume (0,2 % des déchets de la filière), concentrent à eux seuls 95 % de la radioactivité de l'ensemble. Ces actinides sont contenus, de même que les produits de fission (les « cendres » de la réaction nucléaire), dans le combustible irradié. En 2008, il y en avait plus de 2 000 mètres cubes. D'ici à 2030, il y en aura 3 000 de plus. Ils sont extrêmement dangereux pendant des centaines de milliers d'années, voire des millions.

Certains d'entre eux sont « retraitables » ou « valorisables », c'est-à-dire transformés pour une éventuelle réutilisation industrielle. Dans ce cas, ils font trempe dans les piscines de la Hague, après avoir fait le tour de France. Les plus récalcitrants sont voués à croupir dans le centre d'enfouissement de Bure pendant cent mille ans. Pour la suite, on verra...

Un recyclage canonique

Recyclés, les déchets nucléaires ? Oui, en partie, mais pour servir dans deux mille cinq cents ans...

LES déchets sont recyclés à 96 % ! triomphe Areva. Faux : seuls 4 % des déchets sont recyclés, affirment les associations qui siègent au Haut Comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire (1). Comment expliquer un tel écart ?

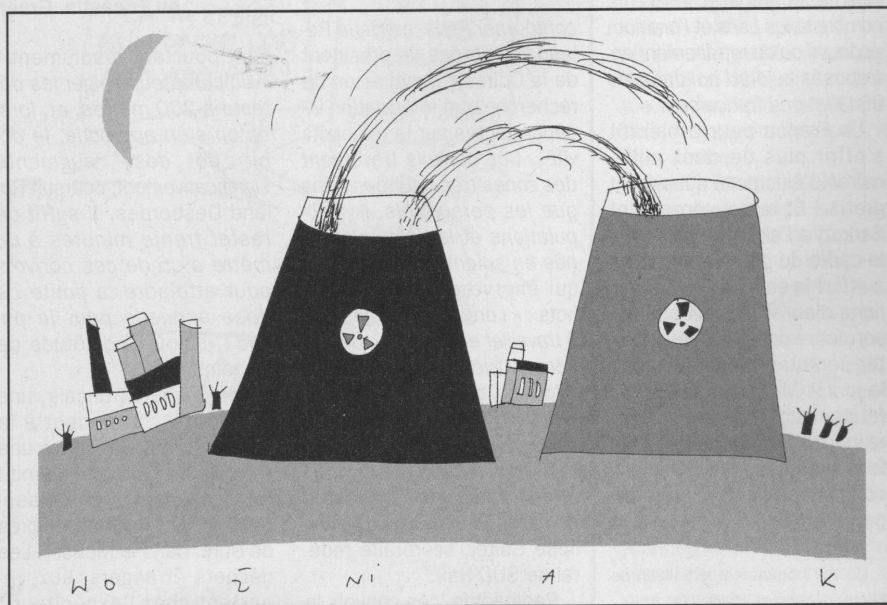
Voilà trente ans que, après avoir été refroidis en piscine (environ deux ans), tous les combustibles usés des réacteurs français convergent vers la Hague. Ils y patientent quelques années, certains jusqu'à dix ans, le temps que leur très forte radioactivité décroisse. Puis les deux tiers d'entre eux sont soumis à un processus industriel complexe. D'abord, les fameux crayons d'uranium enrichi

sont cisailés. Puis on les trempe dans un bain d'acide nitrique où ils se dissolvent, se transformant en une solution qui contient un mélange de plutonium, d'uranium et de produits de fission. Il faut ensuite séparer l'uranium et le plutonium du reste. Puis épurer et concentrer ces deux éléments, etc.

On compte que 1 tonne de combustible irradié, une fois traitée, fournit 950 kilos d'uranium dit « de retraitement » et 10 kilos de plutonium « séparé ». Les 40 kilos restants, qui contiennent produits de fission, coques et embouts (ce qu'il reste des gaines), sont considérés comme des « déchets ultimes » : particulièrement dangereux, ils se-

ront expédiés à Bure pour cent mille ans au minimum. Ce sont eux, les fameux 4 % qu'Areva reconnaît ne pas pouvoir recycler. Une partie du plutonium est retravaillée, afin d'être utilisée dans un nouveau combustible, le MOX (voir l'abécédaire), lequel est impossible à retraiter après usage : le « recyclage » ne fait qu'un tour au maximum...

Mais les 950 kilos d'uranium de retraitement restants sont-ils vraiment « recyclés », comme s'en vante Areva ? En réalité, 15 % sont expédiés en Russie pour y être réenrichis. Le reste est stocké au Tricastin en attendant des jours meilleurs : il y en a déjà plus de 22 000 tonnes (sans compter les 260 000 tonnes



d'uranium appauvri d'origine naturelle) ! Et rien ne dit que cet uranium sera un jour compétitif face à l'uranium extrait au Niger. Alors, à quoi sert de « retraiter » les déchets à prix d'or ? L'usine de la Hague coûte environ 1 milliard d'euros par an. Elle occasionne d'énormes rejets gazeux et liquides. A elle seule, elle est responsable de 80 % des doses collectives de toute l'industrie nucléaire française. La loi oblige EDF à y faire traiter ses déchets. Mais EDF commence à renâcler : seule une petite partie étant réellement recyclée, ça lui coûte très cher... Fermera-t-on bientôt la Hague ?

Heureusement pour Areva, il y a la « quatrième génération », ces nouveaux réacteurs que le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) est en train de mitonner. Parmi les quatre ou cinq filières à l'étude, celle qui semble avoir la cote est une version améliorée de Superphénix. Accompagnée du même discours : avec cette avancée technologique, le nucléaire sera propre, sûr, abondant et pas cher. Car il produira plus de plutonium qu'il n'en consomme ! Sur le site Internet du CEA, on peut lire : « Un parc de réacteurs à neutrons rapides d'une puissance équivalente à l'actuel parc EDF français pourrait ainsi fonctionner durant au moins deux mille cinq cents ans avec les seuls combustibles usés et l'uranium appauvri ou de retraitement entreposés aujourd'hui dans les installations françaises. »

La France pourra bientôt s'offrir plus de deux millénaires d'électricité quasiment gratis ! Et le gouvernement Sarkozy a l'air d'y croire : dans le cadre du grand emprunt, il a offert la somme de 650 millions d'euros au CEA pour lui permettre de construire le prototype Astrid, qui devrait voir le jour à Marcoule dès 2017 (et pourrait générer une filière industrielle vers 2050). Une fois de plus, un avenir radieux nous attend au coin de la rue, promis-juré... ■

(1) Voir notamment le bulletin de l'Acro, décembre 2010.

Les wagons lie

Des trains et des camions chargés de matières radioactives sillonnent la France à longueur d'année... Mais chut !

CHAQUE jour ou presque, les cheminots du terminus de Valognes (Normandie) voient débarquer un convoi de déchets nucléaires. Issus du cœur des réacteurs, ils sont transbordés dans des camions, direction l'usine Areva de la Hague. EDF y envoie pour retraitement environ 1 200 tonnes de combustibles usés chaque année. S'y ajoutent ceux des pays voisins : Italie, Espagne, Pays-Bas, Suisse, Allemagne. Horaires de départ et itinéraires sont tenus secrets : « Pour rejoindre Valognes, une partie d'entre eux doivent passer par des gares importantes, comme celles de Valence ou de Lyon, et sont obligés d'emprunter les lignes du RER pour

Pour les cheminots, c'est le flou artistique !

contourner Paris, explique Roland Desbordes, le président de la Criirad (Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité). Ces convois traversent des zones très habitées sans que les personnels, les populations et les élus concernés en soient informés. » Ce qui énerve certains cheminots : « Lorsqu'on est amenés à travailler en présence de matières nucléaires, on n'est pas informés, on n'a pas de tenue ni de formation particulières, et on ne sait pas s'il s'agit de matières faiblement ou hautement radioactives. C'est le flou artistique ! » explique Philippe Guiter, secrétaire fédéral de SUD-Rail.

Radioactifs, ces convois le



Au Tricastin. Greenpeace bloque un train.

son compteur Geiger les détecte à 200 mètres, et, lorsqu'on s'en approche, le débit de dose augmente significativement, poursuit Roland Desbordes. Il suffit de rester trente minutes à un mètre d'un de ces convois pour atteindre la limite de dose annuelle pour le public ! » D'où l'inquiétude de certains élus.

Les déchets français, une fois traités, attendent à la Hague qu'on leur trouve une solution de stockage définitif (probablement l'enfouissement ad vitam aeternam près de Bure, dans la Meuse). Les déchets étrangers, eux, repartent chez l'expéditeur :

chaque pays producteur est tenu de récupérer ses patates chaudes une fois le traitement terminé. Résultat : une bonne dizaine de ces convois traversent la France chaque année. Les antinucléaires sont souvent de la partie. L'automne dernier, alertés du passage d'un convoi blindé parti de Valognes, pour acheminer 120 tonnes de déchets vitrifiés vers Gorleben, des recalculants du Ganva (Groupe d'actions non violentes anti-nucléaires) se sont enchaînés aux rails, à proximité de Caen, pour dénoncer ce « Tchernobyl roulant ». Ils s'en souviendront : trois d'entre eux ont subi de graves brûlures nécessitant des greffes

de peau, et sept ont été inculpés pour entrave à la bonne circulation...

Parmi les quelque 120 000 « colis » qui, chaque année, sillonnent le territoire, il en est de très sensibles, notamment ceux qui contiennent le plutonium extrait des déchets à la Hague, qui est envoyé à Marcoule pour rejoindre l'usine Melox, où il sert à fabriquer le MOX. A quelle fréquence ? Difficile à savoir, c'est « secret-défense » ! Et pour cause, le plutonium est classé comme matière de catégorie 1 ; il suffirait de quelques kilos de ce métal pour fabriquer une bombe. Mais, pour Yannick Rousselet, porte-parole de Greenpeace en France, il s'agit d'un secret de polichinelle : « *Deux ou trois camions partent*

Des fourgonnettes de gendarmes mobiles encadrent les convois

chaque semaine de la Hague avec un chargement d'une centaine de kilos de plutonium en direction de Marcoule. Une telle régularité est facile à anticiper ! » Interrogé, le porte-parole de la branche transports d'Areva ne dément pas, mais, pour lui, tout est sous contrôle : deux fourgonnettes de gendarmes mobiles encadrent les camions, et les trajets sont supervisés par le haut fonctionnaire de défense et de sécurité. A ses côtés, l'IRSN (Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire) veille au respect des standards de sécurité. Ainsi, le chargé des transports, Jérôme Joly, évoque des défaillances régulières : « *Il se passe toujours des choses qui posent problème lors d'un transport. S'il ne se passait jamais rien, notre existence ne serait pas justifiée. Par exemple, il est arrivé qu'on fasse changer les emballages car ils étaient vulnérables.* » Emballez, c'est pesé ! ■